



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT

Direction des politiques de développement

*Sous-direction des politiques sectorielles et des objectifs
du millénaire pour le développement*

Bureau des politiques éducatives et d'insertion professionnelle



Systemes de production, revenus et pratiques de scolarisation des agriculteurs

Études de cas dans trois régions du Sénégal

Montpellier SupAgro

Institut des Régions chaudes (IRC)

Ecole Nationale d'Economie Appliquée, Dakar (ENEA)

Travaux dirigés par : Ibrahima HATHIE

et Isabelle TOUZARD

Sébastien BAINVILLE

Khalid BELARBI

Véronique BOUSSOU

Erwan LE CAPITAINE

Sémou SOW

Janvier 2008

Ce document est établi à la demande du ministère des Affaires étrangères et européennes.

*Les analyses et commentaires développés n'engagent que leurs auteurs
et ne constituent pas une position officielle.*

Isabelle Touzard, Ingénieur de recherche, est à la tête du service Développement, Expertise, Formation et Ingénierie pour le Sud (DEFIS) de l'Institut des régions chaudes (IRC) de Montpellier SupAgro et coordonne une équipe composée d'économistes, d'agronomes et de spécialistes en ingénierie de formation, enseignants de l'IRC et de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar (ENEA). Cette équipe s'est constituée en 2005, autour d'une préoccupation commune : la prise en compte de la demande des acteurs ruraux dans la rénovation des dispositifs d'éducation et de formation.

La démarche de « construction sociale de la demande de formation », élaborée à partir de travaux de terrain menés avec des équipes nationales (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Sénégal), est au départ fondée sur la compréhension des systèmes d'activité, et sur les dynamiques de construction des savoirs des professionnels. Elle s'est enrichie de l'apport de l'économie, notamment de la théorie du capital humain, pour mieux rendre compte des pratiques et attentes des ménages agricoles en matière d'éducation et de formation.

Résumé

A la question de savoir ce qui pousse les familles rurales à mettre ou ne pas mettre leurs enfants à l'école, l'hypothèse de cette étude est que les pratiques de scolarisation et de formation ont des fondements économiques.

Cette étude porte sur trois régions du Sénégal : la zone de Kolda (agro-éleveurs sédentaires), les Terres Neuves (zone de colonisation), le Ferlo (pastoralisme et transhumance). La méthode consiste à : i) évaluer les revenus agricoles des différentes catégories d'exploitations en fonction de leur dotation en facteurs de production et de leurs types d'activités (agricoles, élevage, extra-agricoles) ; ii) caractériser les offres d'éducation et de formation aux familles d'agriculteurs, et en évaluer les coûts directs et indirects ; iii) estimer les capacités contributives des différentes catégories de producteurs ; iv) décrire les pratiques de scolarisation et de formation des différentes catégories de producteurs et les mettre au regard de leurs capacités contributives et de leurs conceptions en matière de scolarisation et de formation. L'étude propose une synthèse des résultats mettant en relief les traits généraux relatifs à l'élaboration des revenus agricoles, à l'offre d'éducation, à ses coûts, ainsi que les liens existants entre capacités contributives des ménages et pratiques de scolarisation ou de formation.

Elle montre l'importance de l'élevage dans les processus d'intensification des systèmes de culture de céréales et de l'arachide. Malgré des recompositions techniques opérées dans un contexte de libéralisation des marchés et des services, les revenus par actif des exploitations agricoles sénégalaises ont baissé. Ils se situent pour la majorité des familles étudiées entre 90.000 FCFA (valeur estimée du seuil de survie) et 170.000 FCFA (valeur considérée comme le revenu moyen par actif agricole au niveau national) avec des disparités importantes. La pauvreté des exploitations dans l'ensemble des zones étudiées est la conséquence d'une faible productivité du travail qui découle généralement d'un manque d'équipement agricole et, pour les régions les plus agricoles, d'animaux.

Dans les régions Centre et Sud, l'offre scolaire s'est améliorée avec la construction de nombreuses écoles primaires et collèges ruraux, ce qui a favorisé la scolarisation des filles. Les coûts de scolarité pour les familles varient de 8.500 à 16.000 FCFA par an et par enfant dans le primaire, et de 25.000 à 45.000 FCFA au collège. Ces coûts directs représentent pour le primaire, entre 6,5 % à 12,5 % du « revenu-seuil de reproduction sociale » par actif et entre 19 % et 35 % pour le collège.

Les pratiques de scolarisation à **Kolda et dans les Terres Neuves** dépendent fortement des résultats des exploitations agricoles ainsi que des calendriers agricole et scolaire. Les coûts indirects de la scolarisation, ou **coût d'opportunité, sont relativement bas au primaire**. D'une part, les maîtres tentent d'adapter le calendrier scolaire à celui des travaux agricoles. D'autre part, les exploitations les plus pauvres voient leurs calendriers de travaux allégés faute de moyens ou de terres, et ce n'est qu'après l'adolescence que les jeunes garçons sont pris par des activités extra-agricoles de saison sèche, (période scolaire). Dans les exploitations emblavant plus d'arachides ou aux troupeaux plus importants, les coûts d'opportunité sont plus élevés mais les revenus sont suffisamment élevés pour couvrir le recours à des salariés. Le développement récent du maraîchage de saison sèche pour les familles moins fortunées risque de nécessiter la contribution du travail des jeunes et donc d'augmenter les coûts d'opportunité pour ce type de famille.

Dans le Ferlo, quel que soit le niveau de revenu, **les coûts d'opportunité sont très élevés** car la conduite des troupeaux nécessite une présence permanente des enfants, surtout en saison sèche.

Pour la quasi-totalité des parents, l'école constitue la voie pouvant permettre d'accéder à des activités non agricoles, les raisons de la sortie de l'agriculture étant différentes selon les catégories d'exploitation. Pour les exploitations aux revenus les plus élevés, la migration des jeunes est une des finalités de l'investissement dans l'école, à l'exception du Ferlo. Cependant, même si la grande majorité des enfants arrêtent leurs études après l'école primaire, les parents considèrent que l'investissement consenti pourra être rentabilisé au sein des exploitations agricoles, car la connaissance du français est désormais nécessaire, selon eux, pour maîtriser leur environnement économique et administratif.

Enfin l'offre de formation continue est limitée et peu d'exploitants en bénéficient. Elle porte rarement sur leurs préoccupations d'accès aux intrants et aux équipements ou de valorisation et de commercialisation de leurs produits.

Summary

On the question of knowing what urges rural families to send their children to school or not, the theory of this study is that schooling and training practices are economic-based.

This study examines three regions in Senegal: the Kolda area (sedentary farmer-stockbreeders), the Terres Neuves (colonisation area) and the Ferlo (pasture and migration). The method consists of i) assessing the farming income of different categories of farms in relation to their availability of factors of production and their type of activity (agricultural, stock-raising, extra-agricultural), ii) characterising the education and training availability for farming families and assessing their direct and indirect costs, iii) estimating the contributory capacities of different categories of farmers, iv) describing the schooling and training practices of different categories of farmers and comparing them to their contributory capacities and their perceptions of schooling and training. The study offers a synthesis of the results, highlighting the general features relative to the generation of farming income, the provision of education, its costs, as well as the links existing between the contributory capacities of households and schooling and training practices.

It shows the importance of stock-breeding in the intensification processes of the cereal and peanut-growing systems. Despite technical recompositions carried out in a context of liberalisation of markets and services, the income per active worker on Senegalese farms has dropped. For most families studied it is situated between 90,000 CFA francs (estimated survival threshold value) and 170,000 CFA francs (value considered as the average income per agricultural worker on a national level) with large disparities. The poorness of farms in all the areas studied is the result of low productivity which generally comes from a lack of agricultural equipment and of animals for the most agricultural areas.

In the central and southern regions, the availability of schools has increased with the construction of several primary schools and rural lower secondary schools, which has encouraged the schooling of girls. Costs of schooling for families vary from 8,500 to 16,000 CFA francs per year and per child in primary education, and from 25,000 to 45,000 CFA francs at secondary level. These direct costs represent between 6.5% and 12.5% of the “social reproduction income-threshold” per economically active worker for primary education, and between 19% and 35% for lower secondary education.

Schooling practices in the **Kolda and in the Terres Neuves** areas depend largely on farming income as well as farming and school calendars. The indirect costs of schooling, or **opportunity costs, are relatively low in primary education**. On the one hand, teachers tend to adapt the school calendar to the farming one. On the other hand, the poorest farms have less busy calendars due to a lack of means or land, and it is only after their adolescence that young boys have extra-agricultural dry season activities (during the school period). In farms sowing more peanut crops or with larger herds, opportunity costs are higher but the income is high enough to hire farm help. The recent development of dry season market gardening for poorer families may require the contribution of young people and therefore increase the opportunity costs for this type of family.

In the Ferlo, whatever the income level, **opportunity costs are very high** as driving herds requires the permanent presence of children, especially in the dry season.

For almost all parents, school is a way of allowing their children access to non-agricultural activities and the reasons for leaving agriculture vary according to the type of farm. For higher-income farms, the migration of young people is one of the reasons for investing in school, except in the Ferlo. However, parents consider that even if a large majority of children leave school after primary level, the investment made could be put to good use within the farms, as according to them, knowledge of French is now necessary in order to master their economic and administrative environment.

Finally, the availability of continuing education is limited and few farmers benefit from it. It rarely addresses their concerns for access to input locations and equipment or the enhancement and commercialisation of their products.

Resumo

O que leva as famílias rurais a inscrever ou não os seus filhos na escola? Para responder a esta pergunta, este estudo parte da hipótese que as práticas em matéria de escolarização e de formação têm motivações económicas.

Este estudo analisa três regiões do Senegal: a região de Kolda (agricultores-criadores sedentários), as Terras Novas (área de colonização), o Ferlo (terra de pastoreio e transumância). O método consiste em: i) avaliar os rendimentos agrícolas das diferentes categorias de explorações em função da sua dotação em factores de produção e dos seus tipos de actividades (agrícolas, pecuária, extra-agrícolas); ii) caracterizar as ofertas de educação e formação para as famílias de agricultores, e avaliar os custos directos e indirectos destas ofertas; iii) estimar as capacidades contributivas das diferentes categorias de produtores; iv) descrever as práticas de escolarização e de formação das diferentes categorias de produtores e cotejá-las com as suas capacidades contributivas e as suas concepções em matéria de escolarização e formação. O estudo propõe uma síntese dos resultados, realçando os traços gerais relativos à elaboração dos rendimentos agrícolas, à oferta educativa, aos seus custos, bem como aos vínculos entre as capacidades contributivas das famílias e as práticas de escolarização ou de formação.

Ele demonstra a importância da pecuária nos processos de intensificação dos sistemas de cultura de cereais e de amendoim. Apesar das reorganizações técnicas realizadas num contexto de liberalização dos mercados e dos serviços, os rendimentos por pessoa activa nas explorações agrícolas senegalesas diminuíram. Para a maioria das famílias analisadas, estes rendimentos se situam entre 90.000 FCFA (valor estimado do limiar de sobrevivência) e 170.000 FCFA (valor considerado como o rendimento médio por activo agrícola ao nível nacional), com disparidades importantes. A pobreza das explorações no conjunto das regiões estudadas é a consequência de uma baixa produtividade do trabalho que resulta geralmente de uma falta de equipamento agrícola e, para as regiões as mais agrícolas, de animais.

Nas regiões Centro e Sul, a oferta escolar melhorou com a construção de numerosas escolas primárias e colégios rurais, que favoreceu a escolarização das raparigas. As despesas de escolaridade para as famílias variam de 8 500 a 16 000 FCFA por ano e por criança no primário, e de 25 000 a 45 000 FCFA no secundário. Estas despesas directas representam para o primário entre 6,5% a 12,5 % do « rendimento-limiar de reprodução social » por pessoa activa e entre 19 % e 35 % para o secundário.

As práticas de escolarização **em Kolda e nas Terras Novas** dependem muito dos resultados obtidos pelas explorações agrícolas, bem como dos calendários agrícola e escolar. Os custos indirectos da escolarização, ou **custos de oportunidade, são relativamente baixos para o primário**. Por um lado, os professores tentam adaptar o calendário escolar ao calendário dos trabalhos agrícolas. Por outro lado, as explorações mais pobres vêem o seu calendário de lavoura reduzido por falta de meios ou de terras, e é só após a adolescência que os jovens rapazes entram em actividades extra-agrícolas da estação seca (período escolar). Nas fazendas que plantam mais amendoim, ou que possuem rebanhos mais importantes, os custos de oportunidade são mais elevados, mas os rendimentos são suficientemente elevados para poder pagar trabalhadores assalariados. O desenvolvimento recente do plantio de legumes durante a estação seca para as famílias menos abastadas poderá vir a exigir que os jovens contribuam com o seu trabalho, um risco que poderá aumentar os custos de oportunidade para este tipo de família.

No Ferlo, seja qual for o nível de rendimento, **os custos de oportunidade são muito elevados** pois a condução dos rebanhos exige uma presença permanente das crianças, sobretudo durante a estação seca.

Para a quase totalidade dos pais, a escola representa o caminho que pode permitir o acesso a actividades não agrícolas, as motivações para deixar a agricultura variando conforme as categorias de exploração. Para as explorações com os rendimentos mais elevados, a migração dos jovens representa uma das finalidades do investimento na escola, com excepção do Ferlo. Todavia, mesmo se a grande maioria das crianças pára de estudar após o curso primário, os pais consideram que o investimento consentido poderá ser rentabilizado dentro das próprias explorações agrícolas, pois o conhecimento do francês é agora necessário, segundo eles, para dominar o contexto económico e administrativo.

Enfim, a oferta de formação contínua é limitada, e poucos agricultores beneficiam dela. Ela corresponde raramente às suas preocupações de acesso aos insumos e aos equipamentos ou de valorização e de comercialização dos seus produtos.

Avant propos

Dans le cadre de ses travaux, le ministère français des affaires étrangères et européennes (MAEE), en partenariat avec le Réseau formation agricole et rural (Réseau FAR), conduit une réflexion sur l'économie de la formation afin de construire un argumentaire en faveur des formations rurales, à l'adresse des décideurs politiques et des bailleurs de fonds. L'une des questions posées porte sur la volonté des producteurs et productrices à investir dans l'éducation et la formation.

Lors de l'atelier du Réseau FAR sur « *l'économie des dispositifs de formation en milieu rural* » (Dakar, novembre 2006), l'équipe de Madame Isabelle Touzard (SupAgro Montpellier/IRC) a présenté une « étude test » réalisée sur un territoire du Burkina-Faso et portant sur l'analyse des systèmes d'exploitation familiale, la constitution des revenus familiaux et la capacité des agriculteurs à investir dans l'éducation ou dans la formation. Il est apparu que la volonté des producteurs et productrices à participer personnellement et à contribuer financièrement à des formations est conditionnée par la prise en considération des coûts d'opportunités pour l'éducation et la formation des membres de la famille.

Cette étude réalisée par neuf binômes d'élèves de l'ENEA¹ de Dakar et de l'IRC² SupAgro Montpellier a été commanditée par le MAEE, sous la responsabilité du Bureau des Politiques Educatives et de l'Insertion Professionnelle de la DGCID³ et par le Bureau de la Formation Professionnelle Agricole du Sénégal (BFPA de Dakar).

Elle tente de répondre à la question de savoir ce qui pousse des familles rurales à mettre ou ne pas mettre leurs enfants à l'école, ainsi qu'aux questions connexes : Quels sont les coûts directs et indirects de l'école ? Les revenus tirés de l'agriculture permettent-ils de financer l'éducation des enfants ou la formation des adultes ? Quelles conditions faut-il réunir pour avoir les revenus suffisants ? Pour quelles catégories de familles le recours à d'autres sources de financement s'avère-t-il nécessaire ? D'autres éléments que les capacités contributives sont-ils à prendre en compte pour expliquer leurs choix ? Quels sont les objectifs que les agriculteurs poursuivent pour leurs enfants, quels projets de vie, et quels projets professionnels construisent-ils pour eux ? En quoi l'école est-elle pour eux un moyen au moins aussi efficace que d'autres pour atteindre ces objectifs ?

L'intérêt de ce travail « de terrain » mené au Sénégal en 2007, qui porte sur les liens entre systèmes de production, revenus, capacités contributives et pratiques de scolarisation ou de formation, réside dans le fait qu'il se situe dans un champ d'analyse encore très peu exploré, celui de la conception qu'ont les acteurs du secteur rural des dispositifs éducatifs, des avantages auxquels ils renoncent en affectant des ressources à l'éducation ou à la formation, et des perspectives de rentabilisation de l'investissement consenti.

L'étude permet de mieux connaître et interpréter les pratiques des ménages agricoles en matière de scolarisation et de formation et contribue à ce que les différents acteurs du développement rural apprécient les relations qui existent entre revenus, coûts et ces pratiques afin de prendre l'ensemble des mesures favorables au développement du capital humain en milieu rural.

¹ Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar

² Institut des régions chaudes de Montpellier SupAgro

³ Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement.

Contexte et objectifs

En Afrique subsaharienne, l'agriculture occupe encore une place vitale au sein des économies nationales. Le secteur agricole abrite plus de 60% de la population active, contribue à l'approvisionnement des villes, concourt de façon substantielle à l'apport de devises et fournit à travers l'informel rural plus de 64% des emplois et auto emplois. Malgré tout, le secteur agricole assume de plus en plus difficilement ses fonctions. Il est confronté à de multiples défis : i) une production alimentaire tributaire de la péjoration du climat et d'une crise aiguë de fertilité ; ii) des importations céréalières en hausse ; iii) une dégradation continue des structures d'exploitation ; iv) et des cohortes de jeunes de plus en plus importantes auxquelles peu d'alternatives sont offertes.

Les évolutions du monde rural sont rapides et exigent des capacités à pouvoir « composer avec les déséquilibres » c'est-à-dire à « définir les problèmes et à les résoudre ». Dès lors, transparait la nécessité d'un investissement dans le capital humain. Cet investissement revêt plusieurs facettes : il englobe la scolarisation des enfants vivant en milieu rural, la formation initiale des jeunes agriculteurs et la formation continue des agriculteurs en activité, sans ignorer les nombreux jeunes ruraux qui souhaitent s'engager dans des activités non agricoles, au sein ou en dehors de l'espace rural.

Depuis que les pays émergents ou en développement ont ciblé le renforcement du capital humain par l'éducation et par la formation pour réduire l'extrême pauvreté – qui tend à se concentrer en milieu rural - et la faim à l'horizon 2015, certains Etats de l'Afrique de l'Ouest ont pris l'initiative de mettre l'accent sur l'éducation et la formation des agriculteurs pour permettre le développement de l'activité agricole, base de la croissance économie pour bon nombre d'entre eux.

Cette volonté s'appuie sur plusieurs études qui montrent les possibilités d'accroissement de la productivité en agriculture grâce à l'éducation de manière générale. C'est ainsi que des Stratégies Nationales de Formation Agricoles et Rurales (SNFAR) sont en voie d'élaboration dans un nombre croissant de pays, pour la rénovation des dispositifs de formation technique et professionnelle visant à former un plus grand nombre de producteurs et productrices.

L'enjeu pour les pays est de définir les conditions à remplir pour que les investissements consentis dans l'éducation et la formation, tant par les Etats que par les acteurs économiques, aient les effets attendus en termes économiques et sociaux. La capacité des dispositifs à prendre en considération la demande des acteurs est l'une de ces conditions. Cela suppose, entre autres, de connaître les facteurs qui guident les choix des familles dans ce domaine.

Cette étude se fonde sur l'hypothèse que les pratiques de scolarisation et de formation des agriculteurs ont des fondements économiques. Elles dépendent pour une part des capacités contributives des ménages agricoles. Ces dernières résultent des revenus agricoles, dégagés par les systèmes de production, des revenus extra-agricoles (revenus de transfert, pluri-activité, etc.), mis au regard des coûts directs et indirects de la scolarisation. Les pratiques des agriculteurs sont également guidées par les conceptions qu'ils ont de l'école, des évolutions possibles des revenus dans l'agriculture et hors agriculture, et des liens qui existent entre école et insertion sociale et professionnelle.

Approche méthodologique

L'étude évalue successivement les revenus agricoles, les met en relation avec différentes catégories d'exploitations selon leur dotation en facteurs de production et selon la combinaison d'activités agricoles, d'élevage, et extra-agricoles pratiquées, caractérise les dispositifs de formation et de scolarisation qui s'offrent aux familles d'agriculteurs et en évalue les coûts directs et indirects, estime les capacités contributives des différentes catégories de producteurs et, enfin, décrit les pratiques de scolarisation et de formation des différentes catégories de producteurs, et tente de les expliquer, en tenant compte des capacités contributives des ménages, et de leurs conceptions en matière de scolarisation et de formation.

La méthodologie employée utilise les concepts de l'approche systémique et de l'économie de l'éducation, et s'enrichit des apports de la sociologie, notamment pour le recueil des conceptions des acteurs, grâce aux outils de l'entretien de compréhension. Elle suit les quatre grandes étapes suivantes :

- 1) Identification des systèmes de production grâce à l'étude du paysage et des pratiques liées aux différentes parties de l'écosystème, et à l'analyse des transformations agraires et des processus historiques de différenciation technique et sociale ;
- 2) Evaluation technico-économique des systèmes de production : dotations en facteurs de production, combinaisons des activités à l'échelle des parcelles (systèmes de culture) et des troupeaux (systèmes d'élevage), étude des flux de matières, des calendriers de trésorerie mais surtout des calendriers de travail. Calcul du revenu agricole à partir de la création de richesse résultant de la combinaison des activités et de sa répartition entre différents acteurs. Comparaison des revenus entre eux ainsi qu'aux seuils de survie et de reproduction sociale ;
- 3) Caractérisation de l'offre d'éducation et de formation, et estimation des coûts directs et indirects ; détermination des capacités contributives des différents types d'exploitations ;
- 4) Identification des pratiques de scolarisation, des trajectoires de vie et de formation des jeunes, des conceptions des agriculteurs vis à vis de l'école, de l'avenir de l'agriculture et de leurs enfants.

Pour rendre compte de la diversité des biotopes et des histoires agraires du Sénégal, des systèmes d'activités et des revenus qui en découlent, trois régions du Sénégal, situées sur trois grandes zones agro-écologiques très différentes ont été retenues :

- 1) la zone de Kolda en Moyenne et Haute Casamance, zone d'agro-éleveurs sédentaires qui connaît une importante augmentation de sa population et est devenue une terre d'émigration ;
- 2) les Terres Neuves au Centre-Est du pays, zone de colonisation agricole en perpétuelle mutation et d'association de l'agriculture avec l'élevage, terre d'émigration ;
- 3) le Ferlo au Nord, zone sahélienne et aride, terre de pastoralisme et de transhumance, activité économique principale, et souvent exclusive des pasteurs du Ferlo, des Peuls dans leur très grande majorité.

Résultats obtenus

Quant à l'élaboration des revenus agricoles, et aux niveaux atteints

L'étude identifie les déterminants actuels de l'élaboration du revenu agricole dans les trois régions retenues, ainsi que les processus de différenciation à l'œuvre. Elle montre notamment l'importance de l'élevage dans les processus d'intensification des systèmes de culture de céréales et de l'arachide. Le poids de la fumure animale dans les systèmes de production s'accroît avec les difficultés d'accès aux engrais - depuis le désengagement de l'état de la filière arachide - et l'augmentation des aléas pluviométriques contre lesquels l'augmentation du taux de matière organique dans les sols joue désormais un rôle décisif. La capacité à acquérir des bovins et à les alimenter découle de la surface exploitée par actif et donc de l'équipement disponible au sein des exploitations. Les équipements de désherbage, de récolte de l'arachide et de transport du fumier sont les leviers qui permettent de lever de fortes contraintes en temps de travail. L'évolution relative des cours de l'arachide, des céréales et des animaux est actuellement favorable aux éleveurs du Ferlo, qui ont mis au point, après les grandes sécheresses des années 70, de nouvelles formes de mobilité des troupeaux et des familles. L'équipement lié à l'abreuvement des petits ruminants et des jeunes bovins est de ce point de vue un élément décisif pour assurer les revenus et initier les processus d'accumulation.

Malgré ces recompositions techniques et sociales opérées dans un contexte de libéralisation des marchés et des services, les revenus par actif des exploitations agricoles sénégalaises ont drastiquement baissé pour se situer pour la majorité des familles des zones les plus pauvres des régions étudiées entre 90.000 FCFA (valeur estimée du seuil de survie) et 170.000 FCFA, valeur considérée comme le revenu moyen par actif agricole au niveau national.

Cette baisse cache pourtant des disparités énormes car dans certaines exploitations le revenu peut dépasser 500 000 FCFA par an et par actif et peut parfois même dans des endroits comme le Ferlo aller au-delà de un million. La pauvreté des exploitations dans l'ensemble des zones étudiées est la conséquence d'une faible productivité du travail qui découle généralement d'un manque d'équipement agricole et corollairement - dans les régions les plus agricoles (Terres Neuves et Casamance) - d'animaux.

Quant à l'offre d'éducation, à ses coûts et aux capacités contributives des ménages agricoles

Dans les deux régions centre et sud, l'offre scolaire s'est nettement améliorée avec la construction de nombreuses écoles primaires et collèges ruraux. Cependant moins de la moitié des écoles offrent le cycle complet de 6 années. Pour leur éducation religieuse, les enfants sont essentiellement orientés vers l'école coranique, la fréquentation d'écoles franco-arabes reste faible.

Les coûts directs de scolarité pour les familles varient de 8 500 à 16 000 FCFA par an et par enfant dans le primaire, et de 25 000 à 45 000 FCFA au collège, selon le niveau de subventions pris en charge par des programmes locaux. Ces coûts représentent donc, pour le primaire, entre 6,5% à 12,5 % du revenu par actif estimé nécessaire pour assurer la

reproduction des systèmes de production (« seuil de reproduction sociale »), et entre 19 % et 35 % pour le collège.

A Kolda et dans les Terres Neuves, des assouplissements du calendrier scolaire permettent à l'offre de s'adapter au calendrier de travail agricole. Les coûts d'opportunité s'avèrent globalement faibles ; ils se rapportent au coût de renoncement au travail des enfants aux mois de novembre et de juin. Ils sont d'autant plus forts que la surface en arachide par actif, et l'élevage bovin, jouent un rôle important dans les systèmes, ce qui est le cas des exploitations aux revenus les plus élevés.

Il en va différemment dans le Ferlo où, étant donné les modes d'alimentation et d'abreuvement des troupeaux et le rôle joué par les enfants dans les systèmes d'élevage, leur scolarisation s'avère incompatible avec toute activité productive.

Quant aux pratiques d'éducation et de formation des jeunes

Les pratiques de scolarisation à Kolda et dans les Terres Neuves dépendent fortement des résultats des exploitations agricoles. Excepté les grandes exploitations issues des familles fondatrices et tirant des revenus très élevés, la décision d'envoyer systématiquement tous les enfants à l'école ou de procéder à un tri (fondé sur la perception des capacités intellectuelles des enfants par les familles) est prise au regard des niveaux de ces revenus.

Tel n'est pas le cas dans le Ferlo, où, quel que soit le niveau de revenu, l'acquisition par les garçons des connaissances nécessaires à la conduite des troupeaux auprès du père s'avère indispensable à la mise en œuvre de toute activité d'élevage dans la zone - seule activité permettant de dégager un revenu - et incompatible avec une scolarisation « sédentaire » près des forages.

Dans les deux autres régions étudiées, les agriculteurs scolarisent leurs enfants en grande majorité pour tenter de leur construire un avenir hors de l'agriculture. Les parents ayant des revenus supérieurs au seuil de reproduction sociale n'attendent pas du système de scolarisation et de formation « formel » qu'il prépare les enfants à s'insérer dans des secteurs professionnels donnés. Ils espèrent plutôt que leurs enfants atteignent le niveau d'étude le plus élevé possible au regard de leurs moyens. Ils visent les emplois non manuels, dont l'accès est lié à la maîtrise du français. Ils considèrent qu'en cas d'arrêt des études, à la fin de cycle primaire notamment - les coûts du collège étant difficilement supportables par la majorité des familles - l'investissement consenti pourra être rentabilisé au sein des exploitations agricoles, car la connaissance du français est désormais nécessaire, selon eux, pour maîtriser leur environnement économique, juridique et administratif. Les familles les plus pauvres, pour lesquelles la pluri-activité complémentaire aux activités agricoles est une question de survie, et chez lesquelles le taux d'échec au primaire est le plus fort, sont celles qui placent le plus fréquemment leurs enfants en apprentissage auprès des artisans locaux. Dans la plupart des exploitations, les enfants destinés à reprendre l'exploitation familiale (les aînés) ne vont en général pas à l'école. Ils apprennent le métier par apprentissage familial et prise de responsabilité progressive. Ce constat peut être tempéré au sein des familles *sereer* venues dans la zone des Terres Neuves dans les années 70 et 80, au sein desquelles le niveau d'éducation des parents est le plus élevé.

Enfin, toujours dans les Terres Neuves et en Casamance, la bonne distribution des écoles a favorisé la scolarisation des filles en primaire. En revanche, elles sont relativement moins nombreuses au collège, en raison de l'importance des coûts directs, des risques sociaux liés à l'éloignement et du faible « retour sur investissement », leur avenir étant d'abord de se marier (à 15 ans).

Ce ne sont ni les plus pauvres, ni les moins alphabétisés qui réussissent la migration internationale, mais des jeunes issus d'exploitations agricoles des familles fondatrices. Pour les exploitants de Casamance aux revenus les plus élevés, l'investissement dans l'école, supporté jusqu'au lycée par les revenus de l'exploitation, a aussi pour finalité l'émigration. Sur la base du capital accumulé en bovins, et à la création de réseaux, ces exploitants ont pu ajouter ces transferts de l'émigration aux revenus tirés d'autres activités de diversification (commerces, services). Le Ferlo, à l'opposé des deux autres régions, connaît peu l'exode de ses jeunes.

Dans le domaine de la formation continue des agriculteurs et éleveurs en activité

Cette offre de formation est limitée, et peu d'exploitants en bénéficient. Elle porte rarement sur leurs préoccupations actuelles, qui s'expriment différemment selon les régions et les catégories d'exploitant.

Dans les Terres Neuves, ce sont la baisse de la fertilité des champs, les faibles disponibilités fourragères, les difficultés d'approvisionnement en semences d'arachide de qualité, les contraintes de trésorerie qui obligent à vendre l'arachide à prix faible qui préoccupent les exploitants aux revenus les plus faibles.

Dans la région de Kolda, le manque d'engrais préoccupe fortement les exploitants sans accès à la fumure, ainsi que les difficultés à constituer des clôtures (en travail et capital), à se procurer du matériel de culture, à vendre l'arachide et à se procurer les semences.

Dans le Ferlo, l'accès aux aliments de complémentation en saison et la valorisation du lait pendant l'hivernage soucient les éleveurs.

Autant de problèmes à résoudre, et auxquels la formation professionnelle, dans la fonction de recherche de solutions, devrait également s'atteler, notamment pour offrir aux jeunes et à leurs parents des perspectives de revenus et de sécurité plus attrayantes.

Cette étude, relativement innovante, confirme l'intérêt d'allier les outils de l'économie agricole et de l'économie de l'éducation afin, d'une part, de construire dans un souci d'efficacité et d'équité une offre de formation cohérente avec les logiques internes des systèmes d'activité, avec les revenus et avec les projets des familles rurales et, d'autre part, de prendre en compte dans les politiques de développement rural les mesures d'appui au secteur agricole ayant des effets démultiplicateurs sur les pratiques de scolarisation des ménages concernés.
